

Burundi: Interférences politiques dans un recensement démographique

PANA, 05/08/2008 Bujumbura, Burundi - Le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir au Burundi) a catégoriquement démenti, mardi, s'attaquer à, d'une manière ou d'une autre, dans le recrutement des agents devant procéder au troisième Recensement général de la population et de l'habitat prévu du 16 au 31 août 2008 dans le pays. Le démenti, par médias interposés, est venu du porte-parole du CNDD, Onésime Nduwimana, qui tente, ce faisant, de faire taire la contestation grandissante des listes d'agents retenus à la suite d'un concours et dont la majorité appartient au parti présidentiel.

Des militants d'autres partis politiques auraient été surpris et bien étonnés pour laisser la place aux agents recenseurs du CNDD-FDD, à croire le porte-parole du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, opposition majoritaire), Pancrace Cimpaye. L'Unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique) a également exprimé des inquiétudes allant dans le même sens. "Le parti au pouvoir voudrait un recensement à l'abri des regards indiscrets pour fausser les listes électorales qui vont servir aux prochaines consultations populaires de 2010", s'est notamment inquiété le porte-parole du FRODEBU, qui a interpellé le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) afin qu'il y regarde de plus près pour ne pas se rendre complice des tricheries qui pourraient détourner le recensement en cours de préparation de son orientation initiale. L'UNFPA est le chef de file des bailleurs de fonds qui ont rassemblé gracieusement près de 8,5 millions de dollars US pour rendre possible le troisième Recensement général de la population et de l'habitat au Burundi. Les Nations unies recommandent aux gouvernements de réaliser un Recensement général de la population et de l'habitat tous les dix ans, mais faute de moyens et à cause de l'instabilité politique prolongée, le Burundi n'a pas pu respecter cette périodicité. Les deux premiers recensements du pays ont été réalisés respectivement en 1979 et 1990. Celui de 2000 n'a pas pu avoir lieu pour cause de guerre civile dans le pays. Les estimations du moment font état de quelque 8,5 millions de Burundais, avec une croissance démographique annuelle de l'ordre de 3%. Le porte-parole du CNDD-FDD est revenu à la charge pour calmer les esprits contestataires et leur dire qu'en réalité le prochain recensement de la population et de l'habitat n'avait rien à voir avec les élections de 2010. "L'objectif du futur recensement est simplement de se faire l'idée la plus précise possible du nombre d'habitants qui peuplent aujourd'hui le Burundi, ainsi que les besoins réels du pays pour préparer en conséquence tous les projets de développement socio-économique nécessaires au bien-être de la population", ne s'est pas lassé d'expliquer M. Nduwimana. Pour lui, les gens qui pensent le contraire "sont ceux qui ne veulent vivre que de la politique, alors que le pays a plutôt besoin de planifier le développement à long terme". Aucune réaction n'a été enregistrée, mardi encore, du côté du Bureau central en charge de la préparation du recensement (BCR).